

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran

Dossier

N° 66 du 24.12 au 20.01.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

Téhéran somme Washington de respecter les droits d'une prisonnière iranienne.

a Politique

1) Iran

b Politique Internationale

1 Usa

2 Les voisins

3 Organisations Mondiales & régionales

4 Le Monde

2 Les brèves

2-1 Afghanistan: le passeur d'armes arrêté n'est pas 'Gardien de la révolution'.

2-2 Jeu trouble de l'Iran en Afghanistan.

2-3 L'Iran demande des explications au Canada sur la mort de trois Iraniens.

2-4 L'Iran dévoile ses nouveaux succès nucléaires dans le domaine médical.

3 Dossier & Point de vue

3-1 Marc Botenga : Ecraser l'Iran : l'intermédiaire européen.

4 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

4-1 Hashem Kalantari, Marine Pennetier et Eric Faye : L'Iran veut une issue "gagnant-gagnant" au dialogue.

4-2 Roland Marounek : Conférence : "L'Iran dans la ligne de mire de l'Occident".

Tiré à Part

Téhéran somme Washington de respecter les droits d'une prisonnière iranienne.

Téhéran a protesté contre le comportement américain inhumain et inapproprié infligé à la prisonnière iranienne dans les prisons américaines Mme Shahrazade Mirkoli-khan.

Lors d'une rencontre avec le chargé des affaires de l'ambassade de la Suisse à Téhéran, et chargé des intérêts américains, convoqué au ministère iranien des Affaires étrangères, le chef du bureau des affaires sociales du ministère iranien des Affaires étrangères a exigé des explications de la part du gouvernement américain en ce qui concerne les nouvelles qui font part de la privation de soins médicaux pour Mme Mme Mirkoli-khan et les menaces de mort qui lui ont été proférées en prison.

« Ce dont nous nous attendons de la part des responsables américains qui ne cessant de se vanter défendre les droits de l'homme est qu'ils les mettent eux-mêmes à exécution », a insisté le responsable iranien.

Et d'ajouter : « le mauvais traitement infligé aux prisonniers est un problème enraciné aux États-Unis qui n'œuvrent pas pour organiser des rencontres avec les prisonniers iraniens chez eux, pas même avec le bureau chargé des intérêts iraniens »

Le responsable iranien a également fait part des plaintes et de l'inquiétude de la famille de Mme Mirkoli-Khan interdite de contacter les siens.

Interrogée par le Site arabophone « Asr-é Iran », la mère de la prisonnière iranienne Mme Rouchen a expliqué qu'elle a est arrêtée en Autriche, pour une affaire qui remonte à 2004, pour motif qu'elle a voulu se procurer des jumelles de nuit.

Un premier verdict prononcé à Vienne en 2004 la condamna à 52 jours de prison, qu'elle évita en payant une caution.

L'année suivante, un deuxième verdict fut prononcé, infligeant la même peine. Elle n'en a écopé que 28, paya une caution pour les jours restants et fut libérée. Le dossier fut alors clos définitivement.

Or, en 2007, rapporte la mère de Mme Mirkoli-Khan, la justice américaine s'est emparée de cette affaire, et prononça un verdict de cinq ans contre sa fille. Ce qui constitue selon elle un précédent, car c'est contraire aux lois internationales que de prononcer deux verdicts sur une même affaire.

Mme Rouchen s'est surtout plaint du mauvais traitement infligé à sa fille. Révélant entre autre que lors de la cérémonie effectuée à Téhéran pour le lancement de la centrale Bouchehr, ses mains et pieds ont été menottés avec de lourdes chaines, et une barre de fer a été fixée sur sa poitrine, avant d'être transportée pendant 48 heures d'une prison à l'autre.

Elle rapporte aussi comment sa fille a été privée pendant longtemps de soins médicaux après être tombée de son lit, et --- sa colonne vertébrale, et comment elle est insultée par ses geôliers qui ne cessent de la traiter de terroriste et la menace de l'interner dans un hôpital psychiatrique.

Le mois de novembre dernier, sur la chaîne iranienne anglophone Press-TV, les deux filles jumelles de la détenue iranienne âgées de 14 ans se sont adressées au président américain Barak Obama, lui lançant un appel en faveur de la libération de leur mère, et de faciliter leurs rencontres avec elle. Assurant que leur mère est innocente et avoir besoin d'elle.

Malika et Mélina avaient auparavant rencontré l'américaine juive Sarah Shroud, arrêtée en Iran, puis libérée pour des raisons humanitaires.

Elle avait été arrêtée ainsi que trois de ses amis, également américains juifs, alors qu'ils entraient illégalement dans les territoires iraniens, via l Kurdistan irakien. Ses deux collègues sont accusés d'espionnage mais ont déjà rencontré les membres de leurs familles venus en Iran.

04/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=168669&language=fr>

1) Politique Iranienne

Ahmadinejad

Le président Ahmadinejad: les soi-disant défenseurs des droits de l'Homme sont ses propres violeurs

Le président Mahmoud Ahmadinejad a déclaré jeudi à Istanbul en Turquie que les soi-disant défenseurs des droits de l'Homme sont eux-mêmes les violeurs des droits de l'Homme.

Lors d'une conférence de presse clôturant le 11ème sommet de l'Organisation de la coopération économique (OCE) à Istanbul, le président Ahmadinejad, a déclaré que certains des soi-disant défenseurs des droits de l'homme sont les principaux violeurs des droits de l'Homme.

Sur la nouvelle résolution de l'ONU contre l'Iran, soutenue par les États-Unis et certains de leurs alliés, le président Ahmadinejad a déclaré que ces actions des ennemis de l'Iran à l'ONU s'apparentent à une plaisanterie absurde.

Le président a poursuivi que certains pays occidentaux et les alliés des États-Unis ont pris ces derniers temps des mesures honteuses.

Evoquant les prisons secrètes en Occident et la torture d'étudiants et d'opposants au gouvernement dans le pays, il a déclaré: «Ils ont battu les gens de différentes manières, tout en prétendant défendre les droits de l'Homme."

«J'ai dit à plusieurs reprises et je le redis maintenant encore clairement, les capitalistes ne peuvent pas résoudre les problèmes du monde. S'ils étaient sincères et avaient raison, ils auraient résolu les problèmes de Palestine, d'Irak et d'Afghanistan. "

Sur les réformes économiques de l'Iran, le président iranien a déclaré que la planification a été élaborée depuis 20 ans déjà mais n'a été sérieusement prise en considération avant ces cinq dernières années. «Nous le prenons comme un bouleversement stratégique dans l'économie de l'Iran."

Les réformes économiques répondent aux exigences nationales de l'Iran et les sanctions ne peuvent pas lui nuire, a-t-il ajouté.

Interrogé sur les relations entre l'Iran et l'Afrique, il a déclaré que les liens sont profonds. «Nous avons des liens étroits avec les pays africains, mais malheureusement un malentendu a été exagéré par l'Occident pour nous diviser. Soyez assurés que le problème sera bientôt résolu.

25 Décembre

<http://www2.irna.ir>

L'Occident a deux options pour interagir avec l'Iran.

Le président Mahmoud Ahmadinejad a déclaré mardi que l'Occident disposait de deux options pour interagir avec l'Iran, soit de continuer sa politique antérieure soit de respecter les droits des autres nations.

S'adressant à une foule nombreuse venue l'écouter dans le chef lieu de la province de Semnan, le président iranien a déclaré que les puissances occidentales peuvent «soit poursuivre leur politique passée soit accepter les droits des nations du monde."

Le président Ahmadinejad est actuellement à Semnan dans le cadre de troisième campagne de visites dans les provinces iraniennes.

Il a souligné que dans le cas où l'Occident opterait pour le deuxième choix c'est-à-dire respecter les droits des autres nations,

les puissances occidentales devraient accepter le fait qu'elles n'y aient plus d'autres nations opprimées.

Le président Ahmadinejad a demandé aux puissances occidentales de «mettre fin à leur agression, de renoncer à leur hégémonie et à leur occupation et enfin respecter les droits des autres nations.»

Rejoignez les nations du monde, a-t-il déclaré aux grandes puissances soulignant que c'était aussi le seul moyen d'être pardonné par les gens opprimés et de donner une chance de les indemniser.

05/01/2011

<http://www2.irna.ir/fr/>

Les grandes manœuvres

L'OTAN est impliquée dans le trafic de drogue, en Afghanistan.

29/12/2010

« L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est impliquée dans le trafic de stupéfiants, depuis l'Afghanistan, vers d'autres pays du monde. », a affirmé le Président du parlement iranien, Ali Larijani.

Dans une rencontre avec les membres de la fraction chargée de la lutte contre les stupéfiants, le Président du parlement iranien, Ali Larijani, a affirmé que le voisinage avec l'Afghanistan était la source principale du trafic de drogue vers l'Iran. « L'Afghanistan est le premier et le plus grand producteur des stupéfiants, dans le monde. », a-t-il rappelé. Ali Larijani a, également, affirmé que la production de drogue a quadruplé, en Afghanistan, depuis l'occupation de ce pays, ajoutant que la RII résiste, toute seule, face un vaste camp de trafiquants de drogue.

<http://french.irib.ir>

Politique extérieure

L'Iran soutient le Hezbollah, le Hamas et le peuple irakien.

- Le président du parlement iranien a déclaré que l'Iran soutient, explicitement, le Hezbollah, le Hamas et le peuple irakien. Selon Mehrnews, Ali Larijani, en rappelant, aujourd'hui, mardi que l'approche de la RII consiste à lutter contre l'Arrogance et à défendre les opprimés, a souligné que l'Iran est devenu, aujourd'hui, un modèle à suivre, pour la région et le monde, et annonce, explicitement, son soutien au Hezbollah, au Hamas, ainsi qu'au peuple irakien, face aux occupants. Tout en faisant allusion aux acquis de 32 ans de la Révolution islamique, Larijani a précisé que la Révolution islamique est tout à fait différente des autres révolutions, car son objectif est la primauté de la religion.

Mehrnews

04/01

<http://french.irib.ir/info/politique/item/107067-liran-soutient-le-hezbollah-le-hamas-et-le-peuple-irakien-larijani>

Sur le terrain

Le chargé d'affaires de l'ambassade de Suisse à Téhéran, convoqué au ministère iranien des AE.

Le chargé d'affaires de l'ambassade de Suisse à Téhéran a été convoqué au ministère iranien des Affaires étrangères pour lui transmettre les vives protestations de Téhéran quant à l'attitude inhumaine et inappropriée des Etats-Unis envers la prisonnière iranienne, Shahrzad Mirqolikhan. Le chef du bureau des affaires sociales du ministère iranien des Affaires étrangères lui a demandé des explications de la part du gouvernement américain en ce qui concerne les nouvelles qui font part de l'absence des soins médicaux pour Shahrzad Mirqolikhan et des menaces faite à la vie de cette ressortissante iranienne, emprisonnée aux Etats-Unis. Faisant allusion au comportement de la RII envers les prisonniers étrangers, le responsable iranien a ajouté qu'on attend aux autorités américaines qu'elles remplissent leurs slogans en ce qui concerne les droits de l'Homme dont ils se posent, toujours, en défenseurs. Le chargé d'affaires de l'ambassade de Suisse à Téhéran a promis de transmettre à Washington les protestations et mécontentements avancés

04/01

<http://french.irib.ir>

Préparation à la guerre

Ministre de l'Intérieur : la CIA impliquée dans l'attentat de Chabahar

Le ministre iranien de l'Intérieur, Mostafa Mohammad Najar, a affirmé vendredi que la CIA était impliquée dans l'attentat contre une procession religieuse chiite mercredi en Iran qui a fait 36 morts, selon un dernier bilan.

"Les équipements utilisés par les terroristes dans leur crime montrent clairement que la CIA et d'autres services de renseignement sont impliqués", dans l'attentat, a déclaré le ministre cité par le site internet de la télévision d'Etat, sans autre précision.

Dans un message lu lors des funérailles de victimes de l'attentat, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a fustigé l'Occident qui tente, selon lui, de diviser les musulmans.

"Notre peuple connaît bien l'objectif de l'ennemi. Il réalise que les forces de l'arrogance (Occident, ndlr) ne veulent pas que le monde musulman soit souverain et uni", a-t-il dit.

Selon un nouveau bilan publié vendredi par les médias iraniens, 36 personnes ont péri dans l'attentat, condamné par l'Occident, l'ONU et des pays arabes.

18/12/2010

<http://www.almanar.com.lb>

Un commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique affirme avoir abattu plusieurs drones occidentaux.

Un commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique (IRGC) de l'Iran a déclaré dimanche que l'Iran avait abattu plusieurs drones occidentaux, dont deux dans le golfe Persique, a rapporté l'agence de presse iranienne Fars.

Ces drones "avaient pénétré dans notre territoire plusieurs fois. Nous avons abattu plusieurs drones d'espion avancés", a affirmé le commandant de l'aérospatial de l'IRGC, Amir Ali Hadgizadeh.

"Nous avons abattu deux de leurs drones dans le Golfe, et c'est la première fois que nous l'avons annoncé", a-t-il dit à l'agence Fars.

"Les Occidentaux possèdent des capacités qui ne doivent pas être ignorées. Les pays occidentaux ont des avions d'espionnage qui peuvent prendre des photos (...) Ces capacités sont principalement utilisées en Irak et en Afghanistan, mais ils n'osent pas largement les utiliser dans notre pays", a déclaré le commandant iranien.

Il a affirmé que les forces iraniennes contrôlent complètement les mouvements des ennemis sur nos frontières.

L'Iran a fait des progrès considérables au cours des dernières années sur les missiles de moyen et longue portée. Téhéran soutient toutefois que ses missiles sont des "outils défensifs contre les invasions".

2011-01-03

<http://french.cri.cn/781/2011/01/03/281s235582.htm>

Une espionne américaine arrêtée il y a une semaine en Iran

Une espionne américaine a été arrêtée il y a une semaine après avoir pénétré en Iran via la frontière avec l'Arménie, c'est ce qu'a révélé, ce jeudi, l'agence semi-officielle Fars, citant une source informée non identifiée.

"Il y a environ une semaine, une espionne américaine, identifiée comme Hal Talayan, a été arrêtée par des agents de sécurité à Nordouz (nord-ouest)", a précisé Fars.

"Cette femme de 55 ans, entrée en Iran depuis l'Arménie alors qu'elle n'avait pas de visa, avait des équipements d'espionnage (récepteur) implantés dans ses dents", a ajouté Fars.

06/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=168963&language=fr>

Prisons

L'Iran exécute un espion présumé du Mossad

Un homme condamné à mort pour espionnage au profit des services de renseignements israéliens a été pendu mardi à Téhéran, rapporte l'agence de presse officielle Irna, citant un communiqué de la justice.

Ali Akbar Siadat a été reconnu coupable d'avoir transmis des informations militaires confidentielles au Mossad, pour le compte duquel il travaillait depuis 2004, selon l'accusation.

Il a été arrêté en 2008 alors qu'il essayait de quitter l'Iran en compagnie de son épouse.

"Ali Akbar Siadat, qui a été espionné pour le compte du Mossad israélien, a été pendu ce matin à la prison d'Evin", dans le nord de Téhéran, précise l'agence Irna.

"Siadat a été reconnu avoir reçu 60.000 dollars pour transférer au Mossad des informations classifiées sur les activités militaires de l'Iran", ajoute l'agence, citant le parquet.

Siadat, qui avait reçu "un équipement spécial et un ordinateur portable", avait rencontré des agents israéliens en Turquie, en Thaïlande et aux Pays-Bas, entre autres pays.

Il avait fourni aux Israéliens des informations sur des manoeuvres, des bases, sur l'armée de l'air ainsi que sur les systèmes de missiles commandés par les gardiens de la Révolution.

Ali Ashtari, un homme de nationalité iranienne, avait déjà été pendu il y a deux ans pour espionnage au profit du Mossad.

Israël avait nié tout lien avec cette affaire.

L'agence Irna annonce par ailleurs qu'Ali Saremi, membre de l'Organisation des Moudjahidine du peuple, un mouvement d'opposition en exil, a été également exécuté par pendaison. Il a notamment été reconnu coupable de "moharebe" (faire la guerre à Dieu), ce qui, en vertu de la loi islamique iranienne, est passible de la peine de mort, au même titre que l'espionnage.
<http://tempsreel.nouvelobs.com//actualite/monde/20101228.REU7945/l-iran-execute-un-espion-presume-du-mossad.html>

2) Politique d'Israël

Netanyahou

Netanyahu prône une menace militaire crédible contre l'Iran

12/01

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a de nouveau estimé mardi à Jérusalem AIQuds occupée que seule une menace militaire "crédible", pouvait dissuader l'Iran de se doter d'armes nucléaires.

"La seule chance que les sanctions parviennent à leur objectif est de faire comprendre à l'Iran que si elles n'atteignent pas leur but, elles seront suivies d'une action militaire crédible", selon Netanyahu.

Le chef du gouvernement israélien avait déjà indiqué en novembre, lors d'une visite aux Etats-Unis, que "la seule manière de s'assurer que l'Iran n'obtienne pas d'armes nucléaires est de brandir une menace crédible d'action militaire contre lui s'il n'arrête pas sa course à la bombe atomique".

Toutefois, le secrétaire à la guerre américain Robert Gates avait alors rejeté l'appel de Netanyahu, indiquant qu'une action militaire contre l'Iran n'offrirait qu'une "solution à court terme" et ne parviendrait pas à empêcher Téhéran de poursuivre son programme nucléaire.

Même, l'ex-chef du Mossad, le service des renseignements israélien, Méir Dagan, a jugé qu'une attaque contre les installations nucléaires de l'Iran était injustifiée à ce stade. Dagan, qui vient de quitter la direction du Mossad, a assuré que l'Iran ne se doterait pas d'une capacité nucléaire avant 2015.

<http://www.almanar.com.lb>

Préparation à la Guerre.

Nucléaire: Israël crée un virus pour bloquer les centrifugeuses iraniennes.

Les chercheurs iraniens ont testé le ver informatique Stuxnet appelé à mettre hors service le matériel nucléaire iranien, a annoncé dimanche le New York Times.

En septembre dernier, l'Iran a annoncé que le virus Stuxnet avait infecté les ordinateurs de la centrale nucléaire de Bouchehr, sans toutefois perturber le travail de la centrale. Fin novembre, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré que "les ennemis de l'Iran étaient parvenus à créer quelques problèmes" dans le fonctionnement des centrifugeuses de Natanz en utilisant un logiciel informatique à cet effet.

Pour tester leur virus, les spécialistes israéliens du centre secret de Dimona, au Néguev, ont utilisé les mêmes centrifugeuses que celles installées à Natanz, affirme le New York Times.

Les experts et les spécialistes militaires ont fait savoir au journal que les tests avaient réussi.

Selon le New York Times, Stuxnet intègre deux composantes principales: la première dérègle le fonctionnement des centrifugeuses et la seconde fait afficher sur les consoles de supervision des données trompeuses selon lesquelles elles fonctionnent bien.

RIA Novosti -

Agence russe

17/1/2011

<http://fr.rian.ru/world/20110116/188352892.html>

Les organisations mondiales

AIEA (Onu)

Visite des sites nucléaires iraniens par des diplomates auprès de l'AIEA

Des représentants auprès de l'AIEA sont arrivés en Iran pour visiter deux sites nucléaires, ont rapporté samedi les médias. Des représentants de "la troïka des pays non alignés, le groupe des 77, la Ligue arabe, la Syrie, le Venezuela et Oman, participant à cette visite", a déclaré l'ambassadeur d'Iran auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Ali Asghar Soltanieh.

Entre-temps, le chef par intérim de la diplomatie iranienne, Ali Akbar Salehi, qui est également chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, a annoncé "que son pays révélera deux nouveaux succès nucléaires dans le domaine médical lors de la visite à Arak".

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait déclaré jeudi que l'invitation de Téhéran "méritait" que l'on y prête "attention", mais qu'elle ne saurait remplacer les inspections de l'AIEA.

A Pékin, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hong Lei, souligne que "le représentant de la Chine à Vienne est encore chez lui, donc ce sera difficile pour lui de se rendre" à la visite organisée par l'Iran.

L'Iran avait invité début janvier plusieurs pays membres de l'AIEA, dont la Russie, la Chine, l'Égypte et Cuba, ainsi que la Hongrie à visiter sa principale installation d'enrichissement d'uranium à Natanz et son usine à eau lourde à Arak.

Or, l'Union européenne avait rapidement décliné l'invitation, adressée à la Hongrie, en tant que présidente de l'UE, jugeant que "c'est à l'AIEA de visiter" les sites nucléaires iraniens.

15/01

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=170227&language=fr>

UE

L'UE ne se rendra pas sur les sites nucléaires iraniens.

L'Union européenne va décliner l'invitation de l'Iran à venir visiter ses sites nucléaires, a déclaré vendredi Catherine Ashton, la représentante diplomatique de l'UE.

"Oui, je dirai que l'inspection des sites nucléaires relève des attributions de l'AIEA et j'espère que l'Iran garantira que l'AIEA soit en mesure de s'y rendre et de poursuivre son travail", a dit Catherine Ashton à Reuters après un entretien avec le ministre hongrois des Affaires étrangères, Janos Martonyi.

L'Iran a invité plusieurs ambassadeurs accrédités auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à se rendre ce mois-ci sur certains de ses sites nucléaires, avant des discussions prévues en Turquie avec le groupe 5+1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne) sur son programme nucléaire.

La Hongrie assume la présidence tournante de l'UE durant le premier semestre 2011 et, à ce titre, elle a été invitée par l'Iran.

La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, les trois membres européens du groupe 5+1, n'ont en revanche pas reçu d'invitation, pas plus que les États-Unis.

La Russie et la Chine, les deux autres membres permanents du Conseil de sécurité, ont pour leur part été conviées.

08/01

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=169197&language=fr>

La liste des invités pour deux sites nucléaires iraniens a fondu.

La liste des pays qui ont accepté de visiter ce week-end deux sites nucléaires iraniens a fondu avec la confirmation, vendredi, de la défection de la Russie après celle, la veille, de la Chine.

Des ambassadeurs auprès de l'AIEA invités à visiter deux installations nucléaires iraniennes

La nouvelle devrait être bien accueillie dans les chancelleries occidentales, qui estiment que l'invitation faite à un nombre trié sur le volet d'ambassadeurs accrédités auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) vise à diviser les grandes puissances avant la rencontre d'Istanbul la semaine prochaine.

L'Iran a présenté son invitation comme un geste de bonne volonté et de transparence, mais les puissances occidentales soupçonnent la République islamique de chercher à semer la discorde parmi les Six avant la rencontre d'Istanbul.

La Chine a fait savoir jeudi que son représentant n'y participerait pas et Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a jugé qu'une telle visite ne pourrait remplacer des inspections en bonne et due forme ni des négociations avec les grandes puissances.

Vendredi, le représentant de l'Iran auprès de l'AIEA, Ali Asghar Soltanieh, a confirmé les refus de Pékin et de Moscou.

"COUP PUBLICITAIRE"

"Ils ne viennent pas (...) Nous respectons leur décision", a-t-il dit à Reuters, ajoutant: "J'aurais souhaité naturellement que les amis dont nous disposons en Europe, la Russie et la Chine se joignent à la visite. Cela aurait été une occasion unique de se joindre à nous".

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies plus l'Allemagne doivent retrouver les négociateurs iraniens les 21 et 22 janvier à Istanbul.

Prié de dire s'il ferait partie du groupe d'ambassadeurs qui doit prendre la direction de Téhéran dans la journée pour visiter ce week-end le centre d'enrichissement d'uranium de Natanz et le réacteur à eau lourde d'Arak, l'ambassadeur russe auprès de l'AIEA a répondu: "Je ne le pense pas."

Ali Asghar Soltanieh a précisé jeudi que ses collègues égyptien, cubain, vénézuélien et syrien seraient notamment du voyage. Américains, Britanniques, Français et Allemands, qui font partie du groupe P5+1 chargé du dialogue avec Téhéran, n'avaient pas reçu d'invitation iranienne.

Le Brésil et la Turquie, qui ont été invités, auraient apparemment décliné l'invitation, tout comme la Suisse comme l'a annoncé à Berne la responsable de la diplomatie helvétique, Micheline Calmy-Rey.

"Nous avons décliné l'invitation. Tous les pays partageant la même vision des choses ont fait de même, un point c'est tout", a-t-elle dit lors d'une conférence de presse.

A Vienne, un diplomate occidental a commenté: "Le coup publicitaire tenté par l'Iran est un grand échec. La communauté internationale demeurera unie pour exiger de Téhéran qu'il respecte ses obligations internationales".

Avec Stéphanie Nebehay à Genève; Jean-Philippe Lefief et Jean-Loup Fiévet pour le service français

14 janvier,

<http://fr.news.yahoo.com/4/20110114/twl-iran-nucleaire-visite-bd5ae06.html>

Les Voisins

Turquie

Les parlements turco-arabes contre les sanctions anti-iraniennes

12/01/

La réunion parlementaire turco-arabe s'est opposée aux sanctions imposées à l'Iran.

Dans leur communiqué final, les participants à la réunion ont évoqué le droit de tous les pays à accéder à la technologie nucléaire, à fins civiles. Les pays arabes ont soutenu, dans le communiqué, ce qu'on appelle la médiation de la Turquie, dans l'affaire nucléaire iranienne, et souhaité que des efforts soient déployés, pour rejeter le principe des sanctions imposées à l'Iran. Le communiqué insiste, aussi, sur le dialogue parlementaire arabe/iranien/turc. Le communiqué a, aussi, demandé la dénucléarisation du Moyen-Orient, ainsi que l'adhésion du régime sioniste au TNP et l'inspection de ses arsenaux nucléaires.

<http://french.irib.ir>

Russie

La Russie s'oppose à de nouvelles sanctions contre l'Iran.

Il y a quelques semaines, la grande interrogation qui animait la fine fleur de la politique internationale était de savoir si le dialogue de « Genève III » finirait ou pas, par amorcer ce déclic désormais si nécessaire à un changement de vision occidentale de la question iranienne. D'aucuns s'amusaient même à déchiffrer les moindres signes positifs, se félicitant, en passant, de ce que le gotha occidental a donné une nouvelle chance à la diplomatie. A peine deux semaines après la rencontre suisse, voici venu le temps des désillusions ! L'un des premiers Etat déçus par la tournure que prennent les événements post-Genève III, est la Russie, une Russie qui condamnait encore hier, et par la voix du numéro deux de son ministère des Affaires étrangères, Sergueï Ribakov, « tout recours unilatéral à davantage de sanctions contre l'Iran ». En effet, le « niet » russe au durcissement des restrictions anti-iraniennes est bien significatif. En dépit d'un incompréhensible zigzag diplomatique sur le dossier nucléaire iranien, Moscou semble craindre avoir à payer encore et encore les pots cassés d'une pseudo-crise qui lui arrache des mains, de juteux contrats énergétiques, qui pénalisent son capacité de manœuvre pétro-gazière et qui fait de lui, le sous fifre d'un empire américain déglingué, délirant de bellicisme et dont la diplomatie se réduit à un triple hoquet :

Sanction ! Sanction ! Sanction ! Vladimir Poutine ne s'y est pas trompé lui, qui confirmait, il y a quelques jours à l'antenne de CNN, l'absurdité qu'il y a, à vouloir imposer à l'Iran de nouvelles sanctions économiques, alors même que depuis Genève III, un nouveau climat semble s'instaurer autour de cette affaire, avec en perspective, de nouvelles négociations, de nouvelles rencontres ainsi que la recherche d'une vraie solution. Au journaliste de CNN, Poutine a aussi souligné le caractère pacifique du programme nucléaire iranien, le droit de la RII à vouloir le développer. Mais sur ce point, Poutine n'apprend rien à personne. Le monde occidental sait bien que le pacifisme fait partie de la culture iranienne. Il sait bien que l'Iran n'a jamais envahi aucun pays, n'a jamais bombardé aucune population, n'a jamais occupé aucun territoire, n'a jamais menacé personne. Et pourtant, l'Occident continue à le traiter en coupable. Pourquoi ? Pour avoir exprimé un ras-le-bol des prédatations et violences occidentales dans cette région, pour avoir souhaité exploiter ses ressources dans l'indépendance, en faire profiter sa population et se développer dans les sciences et les techniques, au même titre que les pays les plus développés. Et c'est vrai que pour un Occident, ivre de lui-même, cette volonté-là est pire qu'un crime !

18/12/2010

<http://french.irib.ir>

Dans le monde

Chine

Nucléaire: Pékin confirme être invité à visiter les sites iraniens.

La Chine a confirmé mardi avoir été officiellement invitée à visiter avec d'autres pays les sites nucléaires iraniens, ont annoncé les médias internationaux citant le porte-parole de la diplomatie chinoise, Hong Lei.

"La Chine a reçu l'invitation iranienne", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, ajoutant que Pékin "poursuivrait ses contacts avec l'Iran à ce sujet".

Téhéran a officiellement confirmé mardi son intention d'inviter les représentants de l'AIEA, de l'UE, des six pays médiateurs

internationaux (Russie, Etats-Unis, Chine, France, Grande-Bretagne et Allemagne) et des pays amis de Téhéran à visiter les sites nucléaires iraniens.

Les Etats-Unis et certains autres pays reprochent à l'Iran de vouloir se doter de l'arme nucléaire sous couvert du programme nucléaire qu'il prétend réaliser à des fins pacifiques. Téhéran rejette ces accusations, affirmant que ses recherches nucléaires ont pour seul but de satisfaire les besoins du pays en électricité.

Ces quatre dernières années, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté quatre résolutions sanctionnant l'Iran pour son refus d'établir un moratoire sur l'enrichissement d'uranium et d'abandonner son programme balistique.

05/01

<http://fr.rian.ru/>

Grande-Bretagne

Nouveaux éléments contre Téhéran

"Les forces britanniques affrontent une nouvelle menace secrète venue d'Iran", titre le quotidien londonien. Citant des responsables des services secrets "du Pakistan et d'un pays du Moyen-Orient" [mais qui cela pourrait-il être? - rm], il révèle que l'Iran aurait remis en liberté des hauts responsables d'Al-Qaïda afin qu'ils aillent combattre contre les forces de l'OTAN. Signe de l'implication de Téhéran, selon le journal : le 23 décembre a été annoncée officiellement (sic) la capture, en Afghanistan, d'un garde de la révolution iranien combattant avec les talibans

24.12.2010 |

The Times

<http://www.courrierinternational.com/breve/2010/12/24/nouveaux-elements-a-charge-contre-teheran>

2 Les brèves

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

2-1 Afghanistan: le passeur d'armes arrêté n'est pas 'Gardien de la révolution'.

L'homme arrêté dans le sud de l'Afghanistan et soupçonné de participer à la livraison d'armes pour les talibans depuis l'Iran n'est pas membre des Gardiens de la révolution iraniens, a annoncé l'Otan vendredi, revenant sur ses premières affirmations sans préciser sa nationalité.

La force de l'Otan en Afghanistan (Isaf) indique dans un communiqué avoir "*pu établir qu'un passeur d'armes arrêté le 18 décembre n'est pas un membre de la force Al-Qods, comme initialement indiqué*".

L'Isaf avait indiqué quelques heures auparavant que cet homme était "*selon les services de renseignement (...) un membre de la force Al-Qods*", unité d'élite des Gardiens de la révolution iraniens et qu'il était "*en lien direct avec des chefs talibans dans la région*".

AFP – 24.12.

2-2 Jeu trouble de l'Iran en Afghanistan.

nb - Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme **information**

Le passeur d'arme n'était pas un Gardien de la révolution, malgré l'annonce officielle' par l'Otan, mais qu'à cela ne tienne, pour nos bons journalistes, qui semblent remarquer beaucoup plus l'ingérence iranienne que l'ingérence occidentale en Afghanistan...

La confusion autour de l'annonce, ensuite démentie, de l'arrestation en Afghanistan d'un membre des Gardiens de la révolution iranien lié aux talibans, est venue alimenter le soupçon récurrent sur le jeu trouble joué par Téhéran chez son voisin.

L'Otan a affirmé dans la matinée avoir interpellé dans le sud du pays, bastions des talibans, un membre de la force al-Qods - unité d'élite des Gardiens de la révolution iraniens - soupçonné d'organiser la livraison d'armes aux insurgés depuis l'Iran.

Elle a fait marche arrière quelques heures plus tard en démentant l'affiliation du suspect à cette organisation iranienne, sans toutefois dissiper la confusion car elle s'est refusée à révéler sa nationalité. Malgré cette volte-face, l'ingérence iranienne en Afghanistan fait peu de doutes aux yeux des analystes, qui estiment que la présence d'agents iraniens en Afghanistan ne serait pas "*surprenante*".

Vendredi, le quotidien britannique The Times a affirmé que l'Iran avait remis en liberté plusieurs hauts responsables d'Al-Qaïda et apportait une aide discrète à ses combattants en Afghanistan.

Téhéran a jusqu'ici démenti toute aide aux talibans, affirmant au contraire avoir fourni "beaucoup d'aide" pour

2-3 L'Iran demande des explications au Canada sur la mort de trois Iraniens.

Le ministre iranien par intérim des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, a écrit à son homologue canadien Lawrence Cannon pour demander des explications sur la mort de trois ressortissants iraniens au Canada au cours des six derniers mois, a rapporté mercredi l'agence Fars.

"M. Salehi a envoyé une lettre à Lawrence Cannon pour insister sur la responsabilité du gouvernement canadien en ce qui concerne les droits des citoyens iraniens", indique le ministère dans un communiqué.

Il "a demandé que les responsables judiciaires et des services de sécurité canadiens examinent sérieusement et sans délai la question du meurtre de trois Iraniens", poursuit le texte qui ne donne pas l'identité des trois hommes ni d'autres détails.

A Ottawa, la porte-parole du ministre Cannon, Melissa Lantsman, a indiqué à l'AFP ne "pas avoir reçu la lettre en question".

Début décembre, le chargé d'affaires canadien à Téhéran avait été convoqué au ministère iranien des Affaires étrangères pour demander des explications sur le meurtre à Ottawa d'un adolescent iranien, Yazdan Ghiasvand âgé de 16 ans. Selon Radio-Canada, la police a arrêté trois personnes suspectes d'avoir commis cet assassinat.

Les relations entre l'Iran et le Canada se sont détériorées ces dernières années, Ottawa dénonçant régulièrement la situation des droits de l'Homme en Iran.

06/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=168935&language=fr>

2-4 L'Iran dévoile ses nouveaux succès nucléaires dans le domaine médical.

L'Iran a montré samedi ses nouveaux succès nucléaires dans le domaine médical, les composés deutériés, à l'usine à eau lourde à Arak, dans le centre du pays, lors d'une cérémonie en présence des diplomates des pays membres de l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a rapporté la chaîne de télévision satellitaire Press TV.

Dans une retransmission en direct par Press TV, le ministre iranien par intérim des Affaires étrangères et chef de l'Organisation de l'énergie atomique iranienne, Ali Akbar Salehi a salué les succès nucléaires réalisés par l'Iran dans la recherche médicale.

L'Iran est devenu autosuffisant en composés deutériés grâce à son usine à eau lourde d'Arak, a déclaré un chercheur iranien, cité par Presse TV.

Des représentants d'Algérie, de Cuba, de Syrie, d'Oman, d'Egypte, du Venezuela et de la Ligue arabe sont arrivés samedi à Téhéran, sur l'invitation de l'Iran pour visiter ses installations nucléaires.

Lors d'une rencontre avec les diplomates de ces pays, Salehi a qualifié la décision de son pays de "geste de bonne volonté et transparent".

L'Iran avait invité le 14 janvier les ambassadeurs de Russie, de Chine, de l'Union européenne et de ses alliés du monde arabe et des pays en développement à visiter ses sites nucléaires avant le début des pourparlers prévus en fin janvier à Istanbul entre les grandes puissances mondiales et Téhéran pour discuter des problèmes que pose le programme nucléaire de celui-ci.

La Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères Catherine Ashton a cependant décliné l'invitation de Téhéran, déclarant que l'inspection des sites nucléaires iraniens était le travail de l'AIEA.

"La visite des diplomates étrangers des sites nucléaires est un pas important pour créer la confiance avant les négociations (nucléaires) avec le groupe 5+1 à Istanbul" en Turquie, a déclaré vendredi Ali Akbar Salehi.

<http://french.peopledaily.com.cn/International/7262491.html>

3 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

3-1 Marc Botenga : Ecraser l'Iran : l'intermédiaire européen.

Les négociations sur le programme nucléaire Iranien doivent reprendre bientôt et, une fois encore, l'Union Européenne est appelée à intervenir comme médiateur. Ce n'est pas un moindre défi. Avec l'Iran qui insiste pour débattre des capacités nucléaires d'Israël tandis que les Etats-Unis préparent un texte plus restrictif sur les échanges d'uranium, un accord semble plus éloigné que jamais. Néanmoins, l'UE, un négociateur majeur depuis 2002, qui est à la fois un allié de choix des US et un des plus importants partenaires commerciaux de l'Iran, semble être l'acteur le mieux placé pour parvenir à un accord équilibré. Mais l'Union Européenne

souhaite-t-elle encore jouer ce rôle ?

De la médiation à la confrontation

Jusqu'en 2004, la médiation de l'UE a connu un certain succès. L'Iran avait accepté de prendre en compte les préoccupations occidentales au sujet de ses intentions nucléaires, suspendu temporairement et volontairement l'enrichissement d'uranium, et s'était soumis à des inspections plus contraignantes. En échange, l'UE avait reconnu que la suspension des activités nucléaires n'était pas une obligation légale selon les termes du traité de non-prolifération (NPT) mais une démarche volontaire visant à établir la confiance dans les intentions de l'Iran à s'engager dans le développement de technologies nucléaires pacifiques. Ni les Nations Unies, ni l'Agence Internationale de l'Energie Atomique n'avaient trouvé de preuves d'un programme nucléaire militaire et la voie semblait trouvée pour un accord global. Néanmoins, de façon abrupte et surprenante, l'UE interrompit son action médiatrice pour s'accorder avec le président US de l'époque, George W. BUSH, sur une nouvelle stratégie commune vis à vis de l'Iran.

Le projet cadre proposé par l'UE en 2005 en vue d'un accord à long terme demandait formellement à l'Iran de s'engager au delà des exigences du NPT et de renoncer à toute activité de recyclage des matières fissiles. S'écartant des bases légales des négociations, au mépris des règles du NPT, on excluait ainsi -ex ante- toute contre proposition iranienne potentiellement constructive. Au fil du temps, les compensations offertes à l'Iran pour renoncer à ses ambitions nucléaires furent progressivement réduites. Le projet cadre 2005 promettait encore à l'Iran un soutien pour sa candidature à l'OMC et lui facilitait l'accès à des technologies avancées ainsi qu'aux pièces de rechange d'aviation civile. Il garantissait aussi un accroissement des échanges commerciaux, reconnaissait un rôle de Téhéran en Iraq et en Afghanistan et évoquait un possible accord de sécurité régional.

Dans la proposition globale 2006 5+1 par contre, les garanties de sécurité disparaissent. En échange de l'acceptation de conditions d'inspection rigoureuses et de la suspension de l'enrichissement d'uranium, le projet 5+1 offrait à peine plus qu'une « conférence pour la promotion du dialogue et de la coopération » (1). Les promesses de coopération économique se résumaient vaguement à « l'amélioration de l'accès de l'Iran à l'économie internationale, », « le lever potentiel des restrictions, » et « l'accès possible aux productions, équipements et technologies agricoles européennes et US. » (2).

La proposition de juin 2008 n'était pas meilleure. Elle suspendait même explicitement les droit de l'Iran reconnus par le NPT jusqu'à ce que la confiance internationale dans son programme nucléaire soit rétablie et cela sans prendre en compte les inquiétudes de l'Iran au sujet de l'arsenal nucléaire Israélien. Plutôt que d'œuvrer à l'élaboration d'un compromis mutuellement favorable, il semble que Bruxelles ait utilisé sa position de négociateur pour acculer Téhéran dans un coin et rendre les sanctions « inévitables ».

Dans ce scénario soigneusement orchestré d'exigences croissantes et de compensations décroissantes, l'acceptation en 2009 par l'Iran des propositions occidentales sur les échanges d'uranium prirent l'UE et en fait tout le monde occidental par surprise. Afin d'éviter tout accord, les dirigeants européens dénoncèrent violemment la demande iranienne de garanties sur le moment et la manière dont son uranium serait restitué, se joignant aux US dans une course aux sanctions. Même quand un accord sur les échanges nucléaires fut officiellement entériné par le Brésil et la Turquie, l'UE persista à ne pas considérer ce « oui » comme une réponse. Jason DITZ fait très justement observer que « à long terme, il apparaît que le seul motif d'objection à l'accord Turc soit qu'il fasse obstacle aux sanctions qui semblent avoir été une fin en soi. » (3). En fait, non contente de la résolution 1929 des Nations Unies, l'Union a approuvé en quelque sorte les sanctions les plus fortes qu'elle ait jamais appuyées contre aucun pays. (4). Ces décisions indiquent un changement majeur dans la politique étrangère de l'UE. Longtemps opposée à des mesures coercitives, l'UE est aujourd'hui devenue le plus ardent défenseur de sanctions effectives. Quels objectifs politiques sous-jacents ont conduit à ce changement de diplomatie ?

Donner un sens à cette prise de position

Quel que soit cet objectif, il doit être suffisamment important pour que l'Europe lui sacrifie ses intérêts économiques. En 2007, le ministre allemand des finances a calculé que des sanctions sévères contre l'économie iranienne pourraient coûter plus de 2 milliards d'euros (5) à l'Allemagne. La perte de parts de marché constitue un prix à payer plus lourd encore que le coût strictement financier. Laurent Maillard pour l'AFP explique comment les sanctions occidentales ont ouvert la voie aux compagnies chinoises. Entre 2006 et 2007, les échanges commerciaux UE - Iran ont diminué d'environ 7 %. (6).

Les échanges Italo-Iraniens, qui augmentaient en 2007, ont également chuté de 6% à moins de 4 milliards d'euros en 2009. Au cours de la même année, les échanges germano-iraniens ont chuté d'un autre 5.8 %. Et si le commerce de l'UE avec l'Iran a de nouveau augmenté de 10 % environ pendant la première moitié de l'année en cours, ce fut surtout suite à l'évolution des cours du prix du pétrole et des taux de change d'une part et d'un manque de souplesse dans l'application des directives politiques d'autre part. Le gouvernement italien par exemple prétendait que les grosses compagnies italiennes avaient suspendu leurs transactions et que l'augmentation concernait surtout les petites et moyennes entreprises dont les patrons n'étaient pas liés aux engagements gouvernementaux. Pendant ce temps, les concurrents chinois comme Zhenhua Oil prennent petit à petit la place des compagnies UE. De manière significative et tout à l'opposé des sanctions UE, un partenariat Russo-Chinois entre Lukoil et Zhuhai Zhenrong a repris l'approvisionnement en fuel de l'Iran quelques semaines à peine après que l'UE ait adopté ses premières sanctions unilatérales.

Les positions nucléaires iraniennes ont peu de chances de justifier la nouvelle politique. Alors que les pourparlers nucléaires étaient toujours en cours, les Etats membres de l'Union incitaient déjà leurs compagnies nationales à désinvestir (7). Les préoccupations au sujet du programme nucléaire iranien ne justifient en aucun cas ces sacrifices économiques. En dépit de toutes les manifestations hystériques qui l'entourent, il n'y a encore aucune preuve de programme nucléaire militaire. Et quand bien même il existerait, des experts de renom comme Martin Van Creveld et le général John Aabizaid, ou encore des décideurs politiques israéliens comme Ehud Barak et Tzipi Livni ont reconnu que l'arme nucléaire iranienne ne constituait pas une réelle menace pour les intérêts occidentaux (8). La supériorité nucléaire occidentale est telle que la bombe iranienne aurait tout au plus un effet dissuasif. En fait, plutôt qu'un effet déstabilisateur sur la région, l'arme nucléaire iranienne pourrait la ré-équilibrer en faisant contrepoids à l'avantage d'Israël en la matière. Tout comme la crise iraquienne des armes de destruction massive en 2003, la crise nucléaire iranienne est avant tout une crise artificiellement inventée.

Si ce n'est la position nucléaire de Téhéran, qu'est ce qui peut expliquer le changement d'attitude de l'Europe ? La réponse remonte à 2003. La guerre d'Iraq a accentué les divergences dans les politiques étrangères de l'UE. L'Union s'est alors scindée en deux : la France et l'Allemagne ont emmené le bloc anti-guerre tandis que le Royaume-Uni, l'Espagne et les pays d'Europe centrale et orientale se sont alignés sur les USA. Afin de défendre ses intérêts dans le monde, l'UE a absolument besoin d'une politique étrangère autonome et commune mais la première tentative franco-allemande sérieuse d'atteindre cet objectif a lamentablement échoué. Non seulement l'Europe est apparue plus divisée que jamais avec des relations US-EU au plus bas mais Washington a fait clairement savoir qu'il ne tolérerait pas un centre militaire opérationnel UE indépendant du quartier général des forces alliées européennes de l'OTAN. Le général Henri Bentegeat, à ce moment président du comité militaire UE, a alors suggéré que : « *si la France normalisait ses relations avec l'OTAN, les projets de défense européenne avanceraient plus facilement.* » Et de fait, dès que la France a réintégré le commandement militaire de l'OTAN, le traité UE de Lisbonne a renforcé la coopération militaire entre les pays de l'UE, intégré une clause de défense mutuelle en Europe et créé un poste unique de représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité auquel doivent se référer les dirigeants militaires de l'UE. Sur le plan international, l'UE a également consenti à faire un pas en arrière : d'une attitude relativement indépendante sur la question iraquienne, Bruxelles en est revenu à un alignement sur les US au sujet de l'Iran. SARKOZY pense ainsi avoir résolu la quadrature du cercle : « *Plus nous sommes amis avec les américains, plus nous pouvons être indépendants* ». (9).

Recentrer sa position transatlantique est loin d'être le seul objectif poursuivi par le changement de cap de l'Europe. Le récent accord franco-britannique sur la création d'un corps expéditionnaire conjoint préparant les troupes à se déployer ensemble sur les théâtres d'opérations illustre le chemin parcouru, même chez les britanniques eurosceptiques, par l'idée selon laquelle les états membres de l'UE doivent se serrer les coudes pour défendre leurs intérêts outre-mer. Et, tout comme l'Afghanistan est considéré comme un test de la volonté politique des états membres de l'OTAN de mener à bien ensemble une opération complexe, la solution du problème nucléaire iranien pourrait donner sa chance à la volonté d'action commune des Etats de l'UE. L'impression artificielle d'urgence qui entoure cette action contribue à l'émergence d'un consensus entre ces Etats. L'obtention de ce consensus est facilitée par le rôle central que joue l'Iran dans de nombreux défis sécuritaires secondaires que doivent affronter les états membres de l'UE. L'énergie en est un bel exemple. Depuis la révolution islamique, l'accès aux ressources énergétiques de l'Iran a dû être négocié avec un gouvernement plus nationaliste.

En outre, ces dernières années, Téhéran a renforcé ses positions grâce à la diversification de ses partenaires commerciaux. Le pays a su faire preuve d'une grande souplesse pour développer ses relations commerciales avec des pays non-occidentaux tels que l'Inde, le Japon et la Turquie ainsi qu'avec différents Etats africains et latino-américains. Non sans succès, comme le démontrent les liens économiques sino-iraniens : alors que les échanges commerciaux entre Pékin et Téhéran s'élevaient seulement à 400 millions de \$ US au milieu des années nonante, ces échanges bilatéraux sont montés à 14.4 milliards de \$ US en 2006 et à 21.2 milliards en 2009.

Les conséquences pour l'Europe furent loin d'être négligeables. Téhéran n'a jamais été enthousiaste à l'idée d'adapter sa politique étrangère aux intérêts de la sécurité européenne mais, plus encore depuis 2004, la coopération accrue Sud-Sud lui a offert la possibilité de rivaliser dans ses sphères d'influence politique et économique. Politiquement, les positions iraniennes ont heurté de front les objectifs de la politique européenne de bon voisinage (ENP) élaborés pour étendre la zone d'influence de l'UE tant au Liban qu'en Palestine. De la même manière, Téhéran a aidé le Hezbollah à vaincre un quasi membre de l'UE, Israël, a forcé l'Occident à la négociation au sujet de l'Irak et a contraint la force internationale de sécurité, incluant la plupart des états membres de l'UE, à demander son soutien en Afghanistan. Les relations internationales iraniennes rendent la situation plus compliquée encore sur le plan économique pour l'UE. Au début de cette année, par exemple, le Turkménistan a ouvert de nouvelles voies d'exportation de son gaz vers l'Iran et la Chine. En diversifiant ses marchés, Ashgabat peut maintenant exiger des prix plus élevés pour son gaz. L'UE et la Russie sont manifestement les perdants. (11).

Choix et conséquence

Défi à la puissance occidentale au Moyen-Orient et en Asie Centrale, l'Iran en est venu à être perçu comme un intermédiaire utile au renforcement de la politique étrangère commune et à la ré-équilibrage des relations avec les USA. Les sanctions devinrent alors un choix politique logique. Utilisées contre une douzaine de pays de 1980, elles ne sont pas seulement l'instrument de politique répressive le plus largement accepté parmi les pays membres de l'UE mais également en accord avec la ligne politique US. Néanmoins, dans la mesure où elles sont conçues pour contraindre et affaiblir l'Iran, leur efficacité peut être largement mise en doute. Avec la possible exception de la Libye, les sanctions seules n'ont jamais été très performantes pour imposer une politique ou renverser un régime. Le plus souvent, elles appauvrissent la population et renforcent le régime. Il y a peu de chances que l'Iran fasse exception. Suspectant que « *la focalisation de l'Occident sur le problème nucléaire ne soit qu'un mauvais prétexte - une brèche entr'ouverte - pour obtenir un changement de régime* » le gouvernement iranien ne cédera pas de terrain sans combattre (12). A l'intérieur, il resserre l'emprise du corps des gardiens de la révolution islamique sur le pays et son économie, action paradoxalement facilitée par le retrait des compagnies européennes. A l'extérieur, il use de ses relations régionales et internationales pour circonvenir les sanctions. Ces sanctions ont dès lors peu de chances d'atteindre les objectifs que leur ont fixés leurs instigateurs. Il convient aussi et surtout de rappeler qu'en Haïti, en Yougoslavie et, plus récemment, en Irak, les sanctions n'ont jamais constitué qu'un premier pas vers une intervention militaire (13). Dans le dernier exemple, les sanctions ont spécialement servi à affaiblir le potentiel de défense et à rendre moins difficile le renversement du régime militaire. Pendant ce temps, comme pour

augmenter la pression européenne sur l'Iran, la frégate allemande Hessen a rejoint la sixième flotte US et la France a ouvert une base militaire permanente dans le golfe Persique. En faisant le choix de l'affrontement, l'UE est entrée dans un jeu dangereux. Loin de servir comme médiateur pour empêcher la guerre, elle pourrait être prise dans l'engrenage de sa préparation.

Notes :

- 1 Flynt Leverett and Hillary Mann Leverett, "The United States, Iran and the Middle East's New 'Cold War'," *The International Spectator*, Vol.45, No.1, March 2010, pp.75-87 (83).
- 2 Elements of a proposal to Iran as approved on 1 June 2006 at the meeting in Vienna of China, France, Germany, the Russian Federation, the United Kingdom, the United States of America and the European Union, www.css.ethz.ch/Documents/Incentive...; Statement, Letter by P5+1 Partners on New Incentives Package for Iran, 17 June 2008.
- 3 Jason Ditz, "Iran Would Halt 20 Percent Uranium Enrichment for Fuel Swap," *Antiwar.com*, 28 July 2010.
- 4 BBC, "EU Tightens Sanctions over Iran Nuclear Programme," 26 July 2010.
- 5 Reuters, "Tough Iran Sanctions to Hit Germany Hard : Report," 24 November 2007.
- 6 Michel Makinsky, "French Trade and Sanctions against Iran," *Meria Journal*, Vol. 13, No. 1, March 2009.
- 7 Clément Therme, "L'Iran : exportateur de gaz ?" Note de l'Ifri, Paris, March 2008, p.24.
- 8 See for example Martin van Creveld, "The World Can Live With a Nuclear Iran," *Forward*, 28 September 2007 ; and Gidi Weitz and Na'ama Lanski, "Livni behind Closed Doors : Iran Nukes Pose Little Threat to Israel," *Haaretz*, 25 October 2007.
- 9 Michael Moran, "French Military Strategy and NATO Reintegration," *Council on Foreign Relations*, 12 March 2009.
- 10 Laurent Maillard, "China Takes over from West as Iran's Main Economic Partner," *AFP*, 15 March 2010.
- 11 Aleksandra Jarosiewicz, "China and Iran, Rather Than Russia, Will Be the Main Buyers of Turkmen Gas," *Eastweek*, Centre for Eastern Studies, 13 January 2010.
- 12 Shahram Chubin, "The Iranian Nuclear Riddle after June 12," *The Washington Quarterly*, Vol.33, No.1, January 2010, pp.163-172 (164).
- 13 Simon Chesterman and Beatrice Pouligny, *The Politics of Sanctions*, Policy Brief, International Peace Institute, May 2002.

Marc Botenga

Marc BOTENGA (PH. D., IMT Institute for advanced studies-Lucca, Italy) est un analyste politique belge. Il a passé une année d'études en Iran.

Traduit de l'anglais pour Investig'ation par Oscar GROSJEAN

_7 janvier 2011

<http://www.michelcollon.info/Ecraser-l-Iran-l-intermediaire.html>

Original : <http://mrzine.monthlyreview.org/2010/botenga241110.html>

4 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

4-1 Hashem Kalantari, Marine Pennetier et Eric Faye : L'Iran veut une issue "gagnant-gagnant" au dialogue.

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

Adoptant une fois n'est pas coutume un ton conciliant, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a appelé samedi de ses vœux une solution "gagnant-gagnant" aux pourparlers avec les grandes puissances sur les ambitions nucléaires de son pays. Lire la suite l'article

Ses déclarations, faites lors d'une interview en direct à la télévision, vont dans le même sens que celles de son nouveau ministre des Affaires étrangères, lequel, quelques heures plus tôt, avait parlé d'une "interaction positive" avec l'Union européenne, d'ordinaire cible des critiques de Téhéran.

Sans dire pour autant que l'Iran pourrait changer de position lors des négociations, qui ont repris ce mois-ci et doivent se poursuivre en janvier, Ahmadinejad a déclaré espérer que toutes les parties pourraient sortir de ce dialogue avec leurs "dignité et réputation" intactes.

"Les négociations à Genève ont, je pense, étaient positives", a-t-il dit, en faisant allusion aux deux journées de négociations qui ont eu lieu début décembre avec les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne (5+1). Ces négociations ont repris après plus d'un an d'interruption, pendant lequel de nouvelles sanctions internationales ont été adoptées contre l'Iran.

Ahmadinejad a appelé la communauté internationale à lever les sanctions visant l'Iran et "à transformer la politique de confrontation en interaction et en coopération".

"Si nous nous orientons vers une interaction, ce sera une situation de 'gagnant-gagnant', il n'y aura pas de perdant. Depuis le tout début, nous souhaitons que chacun soit gagnant", a-t-il souligné.

Un peu plus tôt, le ministre iranien par intérim des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, avait tendu la main à l'Union européenne lors de sa prise de fonction.

Rompant avec la rhétorique habituelle de Téhéran à l'égard de l'Occident, le directeur de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique a appelé de ses vœux une "interaction positive" avec l'Union européenne, dont le soutien à un nouveau train de sanctions visant le programme nucléaire iranien avait indigné la République islamique.

PAS DE MENTION D'ISRAËL

"Malgré le comportement illogique, sans principe et injuste de l'Union européenne, les membres de l'UE continuent de chercher des relations amiables avec l'Iran, notamment sur la question de l'énergie", a déclaré Salehi, dont les propos ont été rapportés par la télévision d'Etat Irib.

"Si l'Union européenne change sa politique de confrontation avec l'Iran en une politique d'interaction positive, cela sera dans l'intérêt des deux parties", a-t-il ajouté.

Nommé par Ahmadinejad, Ali Akbar Salehi a été chargé d'assurer l'intérim à la tête de la diplomatie après le limogeage de Manouchehr Mottaki lundi. Il peut occuper cette fonction pendant trois mois sans recevoir l'agrément du Parlement nécessaire pour rester de façon permanente à la tête du ministère.

Le scientifique a également insisté sur l'importance de la coopération avec l'Arabie saoudite, dont les inquiétudes sur le programme nucléaire iranien ont été dévoilées au grand jour par le site internet WikiLeaks fin novembre.

"L'Iran et l'Arabie Saoudite sont deux pays influents de la région et du monde islamique et, en coopérant, ils peuvent résoudre les problèmes de la région", a-t-il assuré.

Il n'a pas fait état des relations avec les Etats-Unis, souvent qualifié par l'Iran de "Grand Satan" et n'a pas évoqué Israël dont il refuse de reconnaître l'existence en tant qu'Etat.

"Au niveau international, pour de nombreuses raisons, la Chine et la Russie occupent une place particulière et les relations avec des deux pays nécessitent une attention particulière", a-t-il conclu.

Moscou et Pékin avaient déçu Téhéran en soutenant le quatrième train de sanctions de l'Onu en juin contre l'Iran.

Hashem Kalantari, Marine Penner et Eric Faye pour le service français

<http://fr.news.yahoo.com/4/20101218/twl-iran-nucleaire-salehi-38cfb6d.html>

4-2 Roland Marounek : Conférence : "L'Iran dans la ligne de mire de l'Occident".

Ce 17 décembre des organisations pour la paix dont le CSO organisaient à Bruxelles une conférence sur l'Iran qui s'est révélée particulièrement intéressante. Les deux intervenants étaient le Dr A. V. Gharavi, conférencier en politique et relations internationales, directeur du Département académique de l'Ambassade d'Iran à Bruxelles, et le Dr M. Botenga, docteur en sciences politiques issu de la VUB et spécialiste de l'Iran.

Le débat était centré sur les questions de la menace nucléaire de l'Iran, et des raisons des menaces militaires contre l'Iran.

Il serait difficile de rendre compte ici de tous les points importants qui ont été abordés pendant ces quelques 3 heures de débat, nous ne pouvons dans ce résumé qu'en citer quelques uns.

Le Dr Gharavi a tout d'abord rappelé que l'histoire du programme iranien de développement de l'énergie nucléaire remonte aux années 50, sous le régime du Shah. Les USA avaient alors décidé d'aider l'Iran, allié important de l'époque, dans le cadre du programme "Atom for Peace". La France avait plus tard signé des accords avec l'Iran pour la construction d'un réacteur nucléaire. Toute cette coopération a été stoppée net avec la révolution de 1979.

Le droit de l'Iran au développement nucléaire à des fins civiles est juridiquement clair et incontestable. Ils sont signifiés sans ambiguïté par le Traité de Non-Prolifération (TNP) dont l'Iran est signataire. Plus encore, ce sont les pays occidentaux possesseurs de l'arme atomique qui se retrouvent directement en infraction par rapport aux articles IV et V stipulant qu'ils ont l'obligation d'aider les pays à acquérir la technologie nucléaire à fins civiles (voir encadré). L'Iran doit-il accepter de fait un déni de ses droits? L'histoire moderne montre que l'Iran n'a attaqué aucun pays depuis plus de deux siècles. Au contraire, c'est lui qui a été la victime répétée d'agression et d'invasions, de la Russie au début du 19e siècle, à l'invasion iraquienne des années 80, inspirée par les USA, en passant par l'occupation par la puissance coloniale britannique. En 1953, le gouvernement démocratique de Mohammed Mossadeq avait été

renversé par un coup fomenté par la CIA. Aujourd'hui l'Iran se retrouve entre des forces américaines qui ont envahi les pays voisins, et explicitement sous la menace d'action militaire d'Israël qui possède plus de 200 têtes nucléaires. Au regard de cette situation, la question qui devrait venir à l'esprit de toute personne libre de préjugés est la suivante : que devrait faire l'Iran dans ces circonstances critiques? Le Dr Botenga ne prend pas position sur la volonté réelle du gouvernement iranien d'acquérir ou non l'arme nucléaire. Il ne faut pas se fier aux déclarations officielles ni de l'Occident ni de l'Iran, il faut simplement s'en tenir aux faits vérifiables. La question est que d'une part, il semble peu probable que l'Iran pourrait parvenir à fabriquer une seule bombe atomique sans qu'on ne le sache immédiatement, mais surtout qu'une telle bombe ait la moindre utilité : comme l'avait déclaré Chirac, « [cette bombe] n'aura pas fait 200 m dans l'atmosphère que Téhéran sera rasée ». Hillary Clinton a pratiquement répété cette affirmation, en menaçant cette fois d'« effacer tout l'Iran de la carte »¹. Ces menaces sont parfaitement réalistes², et, donc, la question nucléaire ne peut pas être un sincère motif d'inquiétude pour les pays occidentaux. Selon le Dr Botenga, la question nucléaire n'est agitée que pour imposer des sanctions, et non l'inverse comme il est déclaré (les sanctions étant censées officiellement amener l'Iran à renoncer à un supposé programme nucléaire militaire). Les soi-disant négociations qui ont lieu consistent dans les faits à poser des exigences que l'on sait d'avance inacceptables par l'Iran, de manière à justifier les sanctions. D'après lui, l'objectif réel est d'amener un changement de régime en Iran, et, derrière cela, de tenter de briser la montée en puissances de pays du Tiers-Monde, au premier rang desquelles la Chine. Pour des raisons finalement naturelles, la disparition du statut d'unique superpuissance des Etats-Unis ne pourra être évitée que s'ils gardent la mainmise politique sur les régions riches en ressources énergétiques indispensables au développement des puissances montantes. Bien d'autres points importants ont été soulevés, par les orateurs et par le public, dont la question de la légitimité des sanctions des Nations Unies, ou de l'apparent isolement international de l'Iran, qu'il serait trop long de développer ici.

Un point qu'il est important d'aborder pour le mouvement de la paix en Belgique, est la réaction violente qu'a suscitée l'annonce de ce débat, certains jugeant inacceptable que l'on donne la parole à un représentant du 'régime' iranien, et que l'on puisse tenir un débat sur l'Iran sans aborder la question des droits de l'homme et de la femme. Cette position est à mon sens profondément déplorable, et très préoccupante quant à ce qu'elle révèle de l'avancée de la préparation psychologique à la guerre qui s'annonce, jusque dans les milieux progressistes.

1. Il n'y a pas, ici, d'erreur de traduction : « *Il a été demandé à Hillary Clinton lors d'une interview sur le programme ABC "Good Morning America" sur ses précédents commentaires ce qu'elle ferait si l'Iran attaquait Israël. Elle a répondu: "Au cours des 10 prochaines années, au cours desquelles ils pourraient envisager de lancer bêtement une attaque contre Israël, nous serions en mesure de les effacer totalement [totally obliterate them]* »

<http://www.guardian.co.uk/>

2. Et qui plus est, commentaire personnel, le résultat serait probablement bien accepté par la majorité de l'opinion occidentale si l'Iran utilisait effectivement une bombe atomique.

Roland Marounek

http://csotan.org/ao/article.php?ao_id=40&art_id=525&Mois=janvier&Year=2011

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19